et voici ce que j'ai dit comme on peut le voir au hansard de ce jour-là :

Plusieurs groupements agricoles de ma circonscription m'ont fait tenir des résolutions. Je me permets d'en citer une, provenant, non d'une association agricole officielle, mais d'un groupement considérable de cultivateurs de l'extrémité orientale de ma circonscription. Je cite le passage qui se rattache à la question :

Nous sommes également d'avis que l'augmentation de 12½ p. 100 du prix des instruments aratoires, jointe au relèvement du prix du combustible et d'autres denrées indispensables à l'exploitation agricole, aura de graves conséquences nationales, sinon internationales. Pendant quinze ans, l'outillage agricole de l'Ouest s'est détérioré et n'a pu être renouvelé que très difficilement; aujourd'hui, alors qu'on réclame de partout l'augmentation de la production, le Gouvernement permet l'accroissement des frais de production, mais refuse une hausse comparable du revenu. Nous n'avons même pas l'assurance d'obtenir éventuellement cette hausse de revenu. Le cultivateur n'a jamais refusé de travailler à 5 p. 100 de bénéfice; il ne s'est jamais mis en grève. Nous nous croyons donc justifiés d'insister auprès du Gouvernement pour qu'il abaisse les frais d'exploitation du cultivateur, grâce à la régie des prix, ou qu'il ramène les prix des produits agricoles au moins au niveau de ceux des Etats-Unis.

Nous croyons également que les certificats de participation du blé qui n'ont pas encore été honorés doivent l'être à raison de \$1.80 le boisseau.

J'ajoute que cela se passait avant la publication du prix payable pour les certificats de 1943.

Si le Canada désire vendre son blé à un prix inférieur à celui qu'obtiennent ses concurrents, la population canadienne tout entière doit solder la différence, et l'on ne doit pas contraindre les cultivateurs à faire ce don.

Que des exemplaires de cette déclaration soient transmis au premier ministre, au ministre de l'Agriculture et au député de Souris...

Je crois que je représentais ces gens et que j'ai parlé au nom de la grande majorité des habitants de la partie de la province dont j'ai l'honneur d'être le porte-parole. Puis j'ai cité un extrait de quelques mémoires soumis à cette époque. Je ne les citerai pas tous, mais on y signalait ce qui suit, comme on peut le voir au même numéro du hansard :

Le marché étant à la hausse, l'occasion est belle de remanier notre commerce du blé sur un plan général, bien diversifié. Un vigoureux programme de vente, dans l'état plus souple du marché en cette période de reconstruction, nous permettrait peut-être d'obtenir beaucoup mieux encore que la diversité de nos débouchés d'avant-guerre.

Les événements ont confirmé cette prédiction. Plus tard, je déclarai :

Le ministre du Commerce songe-t-il à prendre des mesures en vue d'empêcher la hausse du prix d'exportation des produits ouvrés, du bois d'œuvre et des autres articles, comme il l'a fait pendant la guerre à l'égard du cultivateur au sujet du blé? Plusieurs cultivateurs, j'en suis sûr, sont induits en erreur; les dirigeants du syndicat l'ont été. Lorsqu'ils ont approuvé l'idée

d'un tel contrat pour quelques années, ils ont cru qu'une disposition analogue viserait les principaux produits manufacturés que les cultivateurs doivent se procurer au pays. Il n'en est cependant pas ainsi, car ces autres prix montent constamment au Canada.

Ces prix ont certainement monté depuis cette époque. D'après une brochure publiée par la Banque du Canada, le prix des instruments aratoires a augmenté de 27½ p. 100, celui de certaines catégories de pétrole à tracteurs de 50 p. 100, celui de la ficelle d'engravage de 126 p. 100 et celui des matériaux de construction de 103 p. 100. De sorte que la prédiction que nous avons faite, à la première et seule occasion que nous ayons eue de discuter cet accord, s'est réalisée. Notre parti a été le seul à la Chambre à s'opposer énergiquement à ce contrat et au prix convenu. Nous avons exposé nos motifs et, malheureusement, les événements ne nous ont que trop donné raison.

Je n'entends pas retenir plus longuement l'attention du comité. Comme je l'ai dit au nom de mon parti dès que cette mesure est venue sur le tapis, j'aurais voulu que le Gouvernement jugeât à propos de la subdiviser. Par ce moyen, on aurait pu remettre aux cultivateurs l'argent qui leur appartient et que détient la Commission du blé, et les chèques auraient pu être émis sans délai.

M. W. A. TUCKER (Rosthern): Comme je n'ai pas encore parlé sur cette mesure, je dirai quelques mots avant qu'elle soit adoptée. Je m'efforcerai d'être aussi concis que possible en parlant des divers aspects de ce bill. Il pourvoit tout d'abord à l'établissement d'une caisse de retraite pour les membres de la Commission du blé et ses fonctionnaires, dont une moitié sera constituée à même les recettes perçues par la commission et l'autre moitié par les cotisations des membres et des fonctionnaires de cette commission. Il est évidemment admis qu'en travaillant pour le compte de la Commission du blé, ces fonctionnaires servent également les intérêts des agriculteurs, de sorte que le Gouvernement a jugé équitable de prendre la même attitude que toute société privée à l'égard de cette caisse de retraite. Je ferai remarquer toutefois qu'il y a tendance à multiplier les régimes de pension de retraite. Nous en avons un au bénéfice des fonctionnaires de l'Etat. Or en voici un autre pour les employés de la Commission du blé. Les régimes de pensions de retraite sont institués un peu partout, et à la longue le contribuable devra en payer les frais. Pour nous qui demeurons dans les prairies, nous trouvons que le modeste homme d'affaires ou l'employé d'une petite entreprise

[M. Ross (Souris).]